

Convention collective

IDCC : 9552. – **EXPLOITATIONS HORTICOLES, MARAÎCHÈRES,
DE PÉPINIÈRES ET DE SERRES
(MEUSE)**

(9 septembre 1969)

(Etendue par arrêté du 4 juillet 1972,
Journal officiel du 8 septembre 1972)

AVENANT N° 92 DU 4 NOVEMBRE 2009

NOR : *AGRS1097031M*

IDCC : 9552

Entre :

Le syndicat des maraîchers, horticulteurs et pépiniéristes de la Meuse,

D'une part, et

L'UD CFDT de la Meuse ;

L'UD CGT de la Meuse ;

L'UD CGT-FO de la Meuse ;

Le syndicat des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La section 2 du chapitre VI de la présente convention collective « Maintien de la rémunération en cas de maladie ou d'accident du travail » est abrogée et remplacée par ce qui suit :

« Section 2

Régime de Prévoyance

Il est institué, au profit des salariés non cadres remplissant les conditions ci-après définies, un régime de prévoyance obligatoire qui assure les prestations suivantes :

- le versement d'un capital décès, d'une rente annuelle d'éducation et d'une indemnité frais d'obsèques ;

- le versement d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par le régime de base de la mutualité sociale agricole, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident ;
- le versement d'une pension d'incapacité permanente professionnelle complémentaire, en cas d'incapacité permanente professionnelle pour un taux d'incapacité au moins égal à deux tiers, reconnue par le régime de base de la mutualité sociale agricole.

I. – Gestion du régime de prévoyance

Pour assurer la gestion du régime de prévoyance défini dans la présente section et la mutualisation entre les salariés et les employeurs, les organisations signataires conviennent de désigner Agri-Prévoyance (21, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris), membre du groupe AGRICA.

Les modalités et conditions de gestion s'effectuent selon les dispositions fixées dans la convention conclue entre l'organisme assureur et les partenaires sociaux signataires.

Il est précisé que la rente éducation est garantie par l'OCIRP, organisme commun des institutions de rente et de prévoyance, sis 10, rue Cambacérès, 75008 Paris.

Tout employeur, assujéti à la présente convention collective, est tenu d'adhérer, pour l'ensemble des salariés concernés au paragraphe II de la présente section, à Agri-Prévoyance en application des modalités fixées entre les partenaires sociaux et l'organisme désigné.

Toutefois, les entreprises disposant déjà d'un régime de prévoyance au jour de la signature du présent avenant, comprenant l'ensemble des garanties définies par la présente section pour un niveau de prestations supérieur, peuvent ne pas remettre en cause leurs propres garanties et ne pas rejoindre l'organisme désigné dans la présente section.

II. – Salariés bénéficiaires

Les dispositions de la présente section s'appliquent à tous les salariés non cadres, et ce :

- sans condition d'ancienneté dans l'entreprise pour la garantie décès ;
- après 1 an d'ancienneté dans le contrat de travail pour les garanties incapacité temporaire et incapacité permanente professionnelle.

La condition d'ancienneté ci-dessus est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 1 an d'ancienneté.

III. – Garantie décès

Cette couverture décès comprend trois prestations :

- un capital décès ;
- une rente annuelle d'éducation ;
- une indemnité frais d'obsèques.

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire ;

- d'un fait du participant, s'il est intentionnel ou frauduleux, étant précisé que le suicide ou la tentative de suicide sont garantis.

1° Le capital décès

Pour le bénéfice du capital décès (base et majoration), on entend par conjoint :

- le conjoint survivant non séparé de corps ou le cocontractant d'un Pacs ;
- à défaut, le concubin justifiant de 2 ans de vie commune avec le salarié ou d'un enfant né de leur union.

Pour le bénéfice de la majoration pour enfant à charge, sont considérés comme :

- enfant :
 - l'enfant du salarié (légitime, adopté ou reconnu, né ou à naître) ;
 - l'enfant recueilli par le salarié et pour lequel la qualité de tuteur lui a été reconnue ;
 - l'enfant qui a été élevé par le salarié pendant 9 ans au moins avant son 16^e anniversaire ;
 - l'enfant dont la qualité d'ayant droit du salarié a été reconnue par le régime de base ;
- à charge :
 - les enfants âgés de moins de 18 ans, quelle que soit leur situation ;
 - les enfants âgés de moins de 26 ans lorsqu'ils sont étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et non indemnisés à ce titre ;
 - les enfants reconnus invalides au sens de la législation des assurances sociales, quel que soit leur âge.

a) Montant

En cas de décès d'un salarié quelle que soit son ancienneté dans l'entreprise, Agri-Prévoyance verse à la demande du ou des bénéficiaires un capital décès de base d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut, majoré de 25 % par enfant à charge.

Le salaire annuel brut retenu, pour calculer le montant du capital décès, est celui qui correspond au salaire brut des 4 derniers trimestres civils précédant le décès ou, le cas échéant, l'arrêt de travail pour maladie ou accident, et ayant donné lieu à cotisations.

b) Bénéficiaires

Le capital est versé en priorité :

1. Au conjoint survivant, à moins que l'assuré ait fixé et notifié à Agri-Prévoyance une répartition entre son conjoint et ses descendants (cette répartition ne pouvant réduire la part revenant au conjoint ou au cocontractant d'un Pacs ou à défaut au concubin à moins de 50 % du capital) ;

2. En l'absence de conjoint survivant, le capital est versé aux descendants.

En cas d'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- aux héritiers du participant.

Lorsqu'il y a attribution de majorations familiales (enfant à charge), chacune de ces majorations est versée directement à la personne au titre de laquelle elle est accordée ou à son représentant légal.

c) Invalidité absolue et définitive

En cas d'invalidité absolue et définitive (3^e catégorie), constatée par le régime de base de la MSA, interdisant au salarié toute activité rémunérée, et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès de base peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée en 24 mensualités.

Le paiement anticipé du capital décès met fin à la prestation capital décès.

2° La rente annuelle d'éducation

Pour le bénéfice de la rente éducation, sont considérés comme :

- enfant :
 - les enfants à naître ;
 - les enfants nés viables ;
 - les enfants recueillis – c'est-à-dire ceux de l'ex-conjoint éventuel, du conjoint ou du concubin ou du partenaire lié par un Pacs – du participant décédé qui ont vécu au foyer jusqu'au moment du décès et si leur autre parent n'est pas tenu au versement d'une pension alimentaire ;
 - les enfants du participant, qu'ils soient légitimes, naturels, adoptifs et reconnus ;
- à charge :
 - les enfants âgés de moins de 18 ans, quelle que soit leur situation ;
 - les enfants jusqu'à leur 26^e anniversaire, et sous condition soit :
 - de poursuivre des études dans un établissement d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel ;
 - d'être en apprentissage ;
 - de poursuivre une formation professionnelle en alternance dans le cadre d'un contrat d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes associant, d'une part, des enseignements généraux professionnels et technologiques dispensés pendant le temps de travail, dans des organismes publics ou privés de formation et, d'autre part, l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou de plusieurs activités professionnelles en relation avec les enseignements reçus ;
 - d'être, préalablement à l'exercice d'un premier emploi rémunéré, inscrits à Pôle emploi comme demandeurs d'emploi, ou stagiaires de la formation professionnelle ;
 - d'être employés dans un centre d'aide par le travail ou dans un atelier protégé en tant que travailleurs handicapés ;
 - les enfants invalides jusqu'à leur 26^e anniversaire, en cas d'invalidité équivalant à l'invalidité de 2^e ou 3^e catégorie de la sécurité sociale justifiée par un avis médical ou tant qu'ils bénéficient de l'allocation d'adulte handicapé et tant qu'ils sont titulaires de la carte d'invalidité civile.

En tout état de cause, les enfants répondant aux définitions et conditions ci-dessus doivent obligatoirement être également à la charge du bénéficiaire.

a) Montant

En cas de décès d'un salarié quelle que soit son ancienneté dans l'entreprise, chaque enfant à charge du salarié tel que défini ci-dessus perçoit une rente annuelle d'éducation égale à :

- 3 % du plafond annuel de la sécurité sociale s'il a moins de 11 ans ;
- 4,5 % du plafond annuel de la sécurité sociale s'il a au moins 11 ans et moins de 18 ans ;
- 6 % du plafond annuel de la sécurité sociale s'il a au moins 18 ans et moins de 26 ans.

b) Bénéficiaires

Cette rente éducation est versée au représentant légal de l'enfant s'il est mineur et directement au bénéficiaire s'il est majeur.

3° L'indemnité frais d'obsèques

Suite au décès du conjoint non séparé de corps, du cocontractant d'un Pacs, à défaut du concubin justifiant d'au moins 2 ans de vie commune, ou des enfants à charge du salarié, il est versé une indemnité frais d'obsèques qui est égale à 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale en vigueur à la date du décès.

Cette indemnité est versée au participant à condition qu'il ait lui-même supporté les frais d'obsèques et déposé une demande d'indemnité dans les 6 mois qui suivent le décès.

IV. – Garantie incapacité temporaire

En cas d'arrêt de travail occasionné par une maladie ou un accident de la vie privée, un accident de travail, de trajet ou une maladie professionnelle, le salarié non cadre justifiant, à la date de son arrêt de travail, de l'ancienneté prévue au paragraphe II ci-dessus bénéficie d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la mutualité sociale agricole, à condition :

- d'avoir justifié dans les 48 heures cette incapacité de travail ;
- d'être pris en charge par la législation sociale agricole ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de la Communauté économique européenne.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées à compter :

- du 1^{er} jour d'arrêt de travail en cas d'accident de travail, de trajet ou de maladie professionnelle ;
- du 8^e jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée,

de sorte que l'indemnisation globale perçue par le salarié (indemnisation de la mutualité sociale agricole comprise) soit égale à 90 % du salaire brut qu'ils auraient perçu s'ils avaient continué à travailler.

Elles sont versées pendant :

- 60 jours si l'ancienneté est comprise entre 1 et 13 ans ;
- 90 jours si l'ancienneté est comprise entre 13 et 23 ans ;
- 135 jours si l'ancienneté est supérieure à 23 ans.

A l'expiration de cette première période d'indemnisation, le salarié bénéficie du maintien de 20 % de son salaire brut tant que le versement des indemnités journalières légales a lieu et sans pouvoir excéder le 1 095^e jour d'arrêt de travail.

En tout état de cause, les indemnités journalières dues au titre de la présente section cumulées avec d'autres indemnités ou prestations de même nature ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

Le salaire pris en compte lors du calcul des indemnités journalières complémentaires est celui qui est retenu pour le calcul des indemnités journalières légales.

En cas de rupture du contrat de travail intervenant avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières complémentaires continuent à être versées.

Les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières du régime de base.

V. – Garantie incapacité permanente professionnelle

Le salarié justifiant de l'ancienneté prévue au paragraphe II ci-dessus bénéficie, en cas d'incapacité permanente de travail résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, d'une rente versée chaque mois dont le montant est égal à 15 % du salaire brut.

Cette rente est complémentaire à celle versée par la mutualité sociale agricole au titre du régime de base.

Elle est versée dès la date de reconnaissance de l'incapacité permanente pour un taux d'incapacité professionnelle (IPP) au moins égal à 2/3 par le régime de base, et ce jusqu'à la date d'attribution d'une pension vieillesse à taux plein, s'il y a lieu.

Le salaire brut pris en compte pour le calcul de la rente correspond à 1/2 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date d'arrêt de travail.

La rente ne peut pas se cumuler avec les indemnités journalières qu'il percevait avant la décision de la mutualité sociale agricole au titre de l'incapacité temporaire prévue dans le présent article.

En tout état de cause, le total des prestations perçues au titre des régimes de base et du présent régime de prévoyance ne peut excéder le salaire net perçu par le salarié en activité.

Cette rente complémentaire est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une rente de la mutualité sociale agricole et est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre rente.

Les rentes complémentaires versées par Agri-Prévoyance sont revalorisées selon les mêmes modalités que les pensions et rentes du régime de base.

VI. – L'assurance des charges sociales patronales

Les charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées à la caisse de la mutualité sociale agricole par Agri-Prévoyance et financées par la cotisation "Assurance des charges patronales" visée au paragraphe VIII du présent article.

Les indemnités journalières sont servies nettes de cotisations salariales, de CSG et de CRDS.

VII. – Dispositions communes aux prestations visées aux paragraphes ci-dessus

Les salariés sous contrat de travail à la date d'effet du présent avenant et répondant aux conditions d'ouverture du droit seront pris en charge et indemnisés dans les conditions indiquées dans lesdits paragraphes.

En application de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989, de la loi n° 94-678 du 8 août 1994 et de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, les salariés des entreprises ayant régularisé leur adhésion auprès de l'organisme assureur sont garantis à la date d'effet du présent avenant pour les prestations suivantes :

Les revalorisations futures portant sur les indemnités journalières, rentes incapacité permanente d'origine professionnelle en cours de service au jour de la résiliation ainsi que les prestations différées liées à l'aggravation du risque, selon les modalités prévues avec l'organisme désigné au paragraphe I.

Le bénéfice des garanties décès est versé par l'ancien organisme assureur, lorsque le contrat de travail n'est pas rompu à la date d'adhésion, pour les bénéficiaires d'indemnités journalières d'incapacité temporaire ou de rentes d'incapacité permanente d'origine professionnelle.

Toutefois, le bénéfice des garanties décès sera versé par le nouvel organisme assureur désigné au paragraphe I si :

- d'une part, les entreprises concernées communiquent un état détaillé de ces bénéficiaires dans le trimestre civil suivant la date d'adhésion ;
- d'autre part, si le précédent organisme assureur transmet les provisions effectivement constituées à la date de la résiliation de son contrat, en application de l'article 30 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 modifiée.

Les garanties incapacité temporaire et incapacité permanente professionnelle s'entendent à législation sociale constante.

VIII. – Cotisations

1. Assiette

Les cotisations finançant la garantie décès sont appelées pour tous les salariés non cadres, dès l'entrée dans une entreprise, sur la base des rémunérations brutes limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

Les cotisations finançant les garanties incapacité temporaire et incapacité permanente professionnelle ainsi que l'assurance des charges sociale patronale sont appelées pour tous les salariés non cadres, à compter du premier jour du mois civil où ils acquièrent 1 an d'ancienneté, sur la base des rémunérations brutes limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies à la présente section est de 1,35 %.

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur-salarié

GARANTIE	TOTAL	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Décès	0,38 %	0,26 %	0,12 %
Incapacité temporaire	0,73 %	0,48 % (*)	0,25 %
Incapacité permanente professionnelle	0,07 %	0,07 %	-
Assurance charges sociales patronales	0,17 %	0,17 %	-
Total	1,35 %	0,98 %	0,37 %
(*) Il est rappelé que la fraction de cotisation, destinée au financement de la garantie légale résultant de l'application des dispositions prévue par les articles L. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail et de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle, soit 0,48 %, est à la charge exclusive de l'employeur.			

3. Collecte

A compter de la date d'effet de l'arrêté d'extension, les cotisations sont collectées par la mutualité sociale agricole pour le compte de l'organisme assureur selon les modalités définies entre l'organisme assureur et la mutualité sociale agricole.

4. Suspension du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

En cas de suspension du contrat de travail d'une durée supérieure à 1 mois civil donnant lieu à complément de salaire à la charge de l'employeur, le bénéfice des garanties décès, incapacité permanente est maintenu avec versement des cotisations correspondantes. Toutefois, en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident (toutes origines) et maternité les garanties sont maintenues sans versement de cotisation.

IX. – Clause de réexamen

Le régime de prévoyance mis en œuvre par la présente section fera l'objet d'une révision, dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de sa date d'entrée en vigueur, pour permettre aux partenaires sociaux signataires d'en réexaminer, au vu des résultats techniques et financiers enregistrés pendant la période écoulée, les conditions tant en matière de garantie que de financement et de choix de l'organisme assureur.

En cas de dénonciation de la présente section par l'une ou l'autre des parties, l'organisme assureur concerné maintiendra les prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation à leur niveau atteint à cette date, dans l'hypothèse où les partenaires sociaux ne procéderaient pas à la désignation d'un nouvel organisme assureur.

En cas de fin d'application d'une garantie suite à la révision du présent article, l'organisme assureur concerné maintiendra les prestations en cours de service à la date d'effet de la dénonciation à leur niveau atteint à cette date, dans l'hypothèse où les partenaires sociaux ne procéderaient pas à la désignation d'un nouvel organisme assureur.

En cas de changement d'organisme assureur :

- les prestations en cours de service seront maintenues à leur niveau atteint au jour de la résiliation ;
- la couverture décès sera également maintenue aux salariés ou anciens salariés indemnisés au titre des garanties incapacité temporaire et permanente prévues à la présente section.

Les partenaires sociaux, en application de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, organiseront les modalités de la poursuite des revalorisations avec le nouvel organisme assureur et tout autre organisme pouvant assurer ce type de prestation.

X. – Accord de gestion spécifique et suivi du régime

Les modalités de mise en œuvre pratique des garanties prévues par la présente section font l'objet d'un protocole de gestion séparé qui définit, entre l'organisme assureur désigné et les partenaires sociaux, notamment :

- la constitution d'une commission paritaire de suivi ;
- les réunions et le rôle de la commission paritaire de suivi ;
- la réalisation d'un bilan annuel sur les cotisations perçues, les frais de gestion, les prestations versées, les revalorisations instituées, les provisions constituées ;
- la transmission de données statistiques sur les entreprises et les salariés couverts.

XI. – Durée. – Dénonciation

Le présent régime de prévoyance est conclu pour une durée indéterminée.

Il peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties en respectant un préavis de 2 mois et, sauf conclusion d'un nouvel accord, il cessera de produire ses effets après le délai de 1 an à compter du préavis. »

Article 2

L'article 29 *bis* « Gestion de la garantie de rémunération visée à l'article 29 » est abrogé.

Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur à compter :

- du 1^{er} janvier 2010 si son arrêté d'extension est publié avant cette date ;
- du premier jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel* s'il est publié après le 1^{er} janvier 2010.

Le présent avenant pourra toutefois être appliqué de manière volontaire par l'ensemble des employeurs et salariés ressortissant à la présente convention collective à compter du 1^{er} janvier 2010, si son extension devait intervenir postérieurement à cette date.

Article 4

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé, selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail, aux services de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Meuse.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent avenant.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles de la convention collective.

Fait à Verdun, le 4 novembre 2009.

(Suivent les signatures.)